

TISDELL, Clem et Ray Kumar SEN (dir.), *Economic Globalisation. Social Conflicts, Labour and Environmental Issues*, Northampton, MA, Edward Elgard, 2004, 360 p.

Jacques Paquet

Volume 36, numéro 4, décembre 2005

La redéfinition de la puissance américaine

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/012451ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/012451ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Paquet, J. (2005). Compte rendu de [TISDELL, Clem et Ray Kumar SEN (dir.), *Economic Globalisation. Social Conflicts, Labour and Environmental Issues*, Northampton, MA, Edward Elgard, 2004, 360 p.] *Études internationales*, 36(4), 591–592. <https://doi.org/10.7202/012451ar>

cherche d'un modèle ajusté à la réalité actuelle et répondant à ses défis. Son étude est poussée, appuyée par des références sûres et des exemples concrets. Le volume contient un appendice, une bibliographie exhaustive et un index. C'est un ouvrage qui suscite la discussion et permet de faire avancer la pensée et sans doute aussi l'action. À lire par tous ceux et celles qui veulent mieux comprendre les bouleversements occasionnés par la mondialisation néolibérale et qui cherchent des réponses appropriées aux situations problématiques qu'elle suscite.

Gabrielle LACHANCE

*Sociologie, option développement
Sainte-Foy, Québec*

**Economic Globalisation.
Social Conflicts, Labour
and Environmental Issues.**

*TISDELL, Clem et Ray Kumar SEN (dir.).
Northampton, MA, Edward Elgard, 2004,
360 p.*

L'interdépendance économique et sociale entre les communautés et les nations du monde est un phénomène qui oriente le développement humain depuis déjà quelques siècles. Par ailleurs, il existe une opinion fort répandue selon laquelle nous sommes témoins d'une recrudescence des processus de mondialisation depuis le début des années 1970. L'accroissement des exportations mondiales exprimé en pourcentage du produit intérieur brut mondial depuis les trente-cinq dernières années est un indicateur qui nous permet de confirmer cette observation. Bien que pour plusieurs économistes, entrepreneurs et politiques la mondialisation puisse être bénéfique aux socié-

tés humaines et conduire à la prospérité et au développement, il ne semble pas que ce soit tous les groupes sociaux ou nations qui en bénéficient à court terme ou à moyen terme et plusieurs conflits et tensions peuvent en résulter.

L'objectif principal de l'ouvrage recensé est de présenter les principaux conflits économiques, sociaux et environnementaux qui émergent de la mondialisation. Les contributeurs de l'ouvrage ont également cherché à identifier les changements survenus, ou qui pourraient survenir, concernant les marchés du travail et l'environnement dans le contexte de la mondialisation. De plus, une attention particulière a été donnée à l'identification des sources de conflits générés par la mondialisation à la fois au sein des nations et entre les nations ainsi qu'aux possibilités de résoudre ces conflits.

Composé essentiellement d'études empiriques et économétriques, cet ouvrage se divise en quatre parties. La première partie dresse une vue d'ensemble et identifie les principaux enjeux des conflits socio-économiques issus de la mondialisation. La deuxième partie traite des attitudes, des perspectives et des bénéfices qui découlent de la mondialisation économique à la fois pour les pays en développement et les pays développés. Ceux-ci diffèrent en leur manière d'appréhender le phénomène. La troisième partie aborde les enjeux des conditions de travail des ouvriers et des conflits de distribution du revenu issus de la mondialisation. Enfin, la quatrième partie traite des enjeux et des impacts environnementaux de la mondialisation.

Plusieurs débats intéressants découlent de l'ouvrage dont celui sur l'opportunité d'adopter à l'échelle internationale des normes environnementales et de travail afin de contrer les effets négatifs de la mondialisation. Ainsi, au sixième chapitre, Tisdell discute des avantages d'adopter des telles normes. Ce faisant, l'auteur exprime sa préoccupation de voir la concurrence fiscale internationale, exacerbée par la mondialisation, conduire à la réduction des avantages sociaux et désavantager les pauvres de toutes parts. De son côté, Ruddar Datt, au septième chapitre, du point de vue des pays en développement, s'inquiète, au contraire, de l'adoption de telles normes qui pourraient les pénaliser : les bénéfices de la mondialisation se feraient encore plus attendre. Datt accuse ainsi les pays riches d'avoir deux poids, deux mesures à cet égard.

Néanmoins, certains contributeurs à l'ouvrage, dont Raj Kumar Sen au huitième chapitre, soulignent les bénéfices de la mondialisation économique et l'absence relative de conflits sociaux pour certains pays, notamment le Bangladesh. Ainsi, les impacts économiques et sociaux de la mondialisation demeurent inégaux entre les régions du globe et les visions, quant à ses conséquences, diffèrent également considérablement.

De l'aveu même des auteurs, cet ouvrage ne couvre pas tous les aspects de la mondialisation. Toutefois, il aborde ses plus importantes conséquences et répercussions sur les politiques économiques, sociales et environnementales. Cet ouvrage a le mérite de nous fournir une perspective critique de la mondialisation et nous

donne une base sur laquelle nous appuyer afin de poursuivre l'analyse et la recherche. Une région du globe se trouve malheureusement absente des études de cas : l'Amérique latine. Pour un ouvrage dont la prétention est de dresser le portrait des impacts de la mondialisation économique à l'échelle planétaire, cette omission doit être soulignée.

Jacques PAQUET

Assemblée nationale du Québec

The Decline of Politics Governance, Globalization and the Public Sphere.

MARDEN, Peter. *Burlington, Ashgate Publishing, 2003, xvi+286 p.*

Ce livre traite du déclin du débat démocratique qui accompagnerait la mondialisation et la montée du néolibéralisme. Ces deux phénomènes entraîneraient non seulement une moindre participation des citoyens aux affaires publiques, mais aussi une polarisation croissante des revenus, une plus grande insécurité pour la majorité, une réduction des services publics, un pouvoir croissant des corporations transnationales et une réduction des fonctions de l'État à une simple gouvernance asservie aux besoins de ces corporations.

Le premier chapitre tente d'établir ce qu'est la nouvelle société civile transnationale et les voies de son émergence, qui elle inclut et qui elle laisse de côté. Le deuxième souligne les mirages du développement économique lié à la mondialisation. Celle-ci serait voulue par certains États et d'abord par les États-Unis. Elle impliquerait le triomphe du néolibéralisme et une inégalité crois-